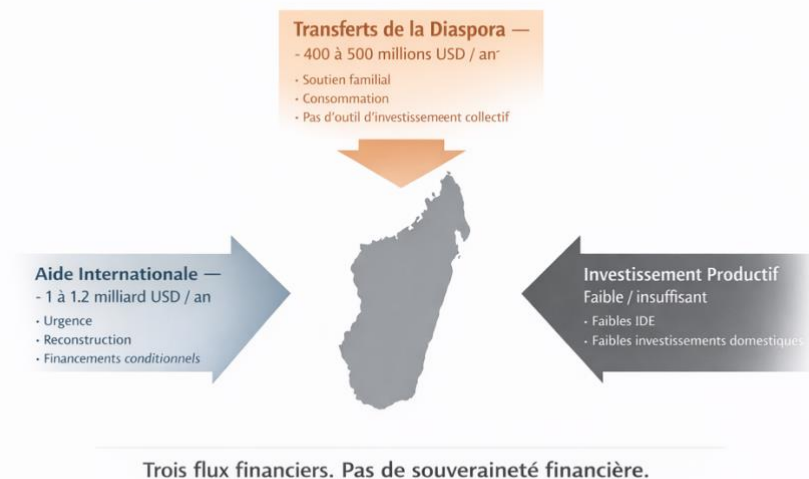


# Madagascar : La dépendance structurée, « organisée<sup>1</sup> » ou l'illusion d'une rupture



Madagascar connaît les catastrophes naturelles comme on compte les jours. Le cyclone Fytia<sup>2</sup>, revenu frapper l'île avec une violence accrue, n'est pas un accident isolé : il illustre une dynamique plus profonde, une **architecture de dépendance structurelle** qui transcende les gouvernements et les discours officiels. Derrière les images de destructions, se joue une répétition presque mécanique : l'urgence remplace la stratégie, les bailleurs financent l'État, les populations survivent au jour le jour et la diaspora, malgré son potentiel, reste cantonnée dans un rôle subsidiaire.

## Le cycle de l'urgence : une politique publique permanente

Quand Fytia a ravagé les côtes et les terres malgaches, elle a déclenché les mêmes routines que les tempêtes précédentes : mobilisation nationale, appels aux partenaires internationaux, promesses de reconstruction. Tel un éternel recommencement, Madagascar se retrouve piégé dans une logique d'urgence permanente, où chaque crise devient la principale politique publique du moment.

Ce cycle n'est pas seulement un effet de catastrophe : il est le produit d'un modèle institutionnel où les mécanismes d'anticipation sont faibles, les institutions de prévention sous-dotées, et le financement d'urgence structurellement plus facile à mobiliser que les budgets d'investissements lourds et durables. Le résultat ? Une gouvernance qui raisonne désormais en termes de « réponse à la crise » plutôt que de planification à long terme.

<sup>1</sup> (...) sous l'emprise des postures diplomatiques parfois étranges [...] des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), voir le livre "L'île rouge, 64 années de vie socio-politique post coloniale à Madagascar", Éditions Diapason, juin 2025, p. 15

<sup>2</sup> <https://news.un.org/fr/story/2026/02/1158329>

Dans ce schéma, l'État malgache dépend presque entièrement de l'aide extérieure pour financer la réaction aux urgences mais aussi, de façon plus troublante, une part significative de son budget de développement « normal ». Madagascar reçoit chaque année plus d'un milliard de dollars d'aide publique étrangère, dont une portion substantielle sert à financer des dépenses courantes ou des programmes ponctuels déclenchés par des catastrophes naturelles<sup>3</sup>.

Au cœur de ce mécanisme se trouve une contradiction fondamentale : plus l'État dépend des bailleurs pour ses dépenses, moins il est capable de développer une capacité de financement autonome et durable. Un cercle vicieux qui nourrit en réalité un statu quo, plutôt qu'une véritable transformation structurelle.

## La diaspora : ressource massive, levier entravé

À première vue, la diaspora malgache incarne une forme de ressource alternative, potentiellement vertueuse : des centaines de millions de dollars chaque année en transferts vers Madagascar, un flux de devises privé qui dépasse souvent certains types d'aides publiques<sup>4</sup>. Pourtant, cette force est loin d'être exploitée pleinement.

Les transferts de la diaspora, qu'on appelle remittances, sont aujourd'hui estimés entre 450 et 600 millions de dollars par an, représentant une part non négligeable du PIB malgache<sup>5</sup>. Dans de nombreux pays en développement, ces flux pourraient être un levier de développement stabilisant la consommation, favorisant l'investissement productif, et participant à la création d'entreprises nouvelles<sup>6</sup>.

À Madagascar, ils restent majoritairement destinés à la survie : soutien aux familles, aide à la consommation, dépenses courantes. La diaspora a certes un impact social incontestable, mais elle n'a pas réussi à devenir une force de transformation économique structurante. Pourquoi ? Parce que les circuits financiers ne l'y encouragent pas : absence d'outils bancaires adaptés, manque de véhicules d'investissement, coûts de transaction élevée, et surtout absence d'un cadre institutionnel qui permette à ces fonds de se canaliser vers des projets d'infrastructure, de prévention des risques ou de résilience climatique<sup>7</sup>.

Le problème fondamental est celui de l'architecture même des flux :

- Il n'existe pas de « **Banque de la diaspora** », ni de fonds souverain structuré autour des remittances pour financer des investissements longs et structurants.
- Les remittances transitent souvent par des canaux informels ou bancaires classiques, sans être transformées en instruments d'investissement productifs.

---

<sup>3</sup> <https://fr.news.yahoo.com/madagascar-apr%C3%A8s-changement-r%C3%A9gime-l-064409059.html>

<sup>4</sup> <https://www.orange.mg/actu-orange-mg/fr/le-gouvernement-cherche-a-maximiser-les-impacts-des-initiatives-portees-par-la-diaspora-pour-le-developpement-socio-economique-du-pays.html>

<sup>5</sup> <https://www.facebook.com/2424.mg/posts/un-montant-significatif-les-transferts-financiers-de-la-diaspora-malgache-vers-m/1344804201019213/>

<sup>6</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/248331468193493657/pdf/Remittance-markets-in-Africa.pdf>

<sup>7</sup> <https://www.orange.mg/actu-orange-mg/fr/le-gouvernement-cherche-a-maximiser-les-impacts-des-initiatives-portees-par-la-diaspora-pour-le-developpement-socio-economique-du-pays.html>

- Les structures existantes pour favoriser l'investissement des diasporas sont embryonnaires et insuffisantes.

Des initiatives existent : le programme **TADY Dago**, par exemple, cherche à établir des cadres favorables pour mobiliser les ressources de la diaspora en faveur de projets de développement socio-économique<sup>8</sup>. Mais ces programmes restent marginalisés, insuffisants pour inverser la logique actuelle.

En l'état, la diaspora aide certes des individus, mais elle n'a pas encore trouvé de moyens institutionnels de participer à la résilience collective. C'est là une limite systémique majeure.

## Encadré analytique : Remittances vers Madagascar - chiffres clés récents

Les transferts de fonds envoyés par la diaspora malgache constituent une source non négligeable de devises pour l'économie du pays, mais leur poids reste modeste comparé à celui d'autres pays africains ou à celui des flux d'aide internationale.

### Montants globaux récents

- En 2023, les transferts officiels de la diaspora vers Madagascar ont été estimés à **environ 417,7 millions de dollars**, soit **environ 2,6 % du PIB** du pays, d'après la Banky foiben'i Madagasikara<sup>9</sup>.

### Évolution sur le long terme

- Ces flux, qui représentaient environ 4 millions USD en 1990, ont connu une forte croissance au fil des décennies : environ 327 millions USD en 2015, jusqu'à un pic supérieur à 543 millions USD en 2020 avant de se stabiliser autour des 400 millions USD récemment<sup>10</sup>.

### Comparaison régionale

- À l'échelle mondiale, les remittances vers les pays à revenu faible ou intermédiaire ont atteint **près de 656 milliards USD en 2023**, dépassant de loin l'aide publique au développement dans certains cas<sup>11</sup>.

### Poids relatif

- En termes de **% du PIB**, Madagascar se situe autour de **2,3 % en 2023**, légèrement en baisse par rapport aux années antérieures. À titre de comparaison, la moyenne mondiale tourne autour de **5 % du PIB** pour les pays bénéficiaires de remittances<sup>12</sup>.

<sup>8</sup> <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250313-madagascar-un-programme-pour-que-la-diaspora-contribue-%C3%A0-des-projets-de-d%C3%A9veloppement>

<sup>9</sup> <https://actu.orange.mg/le-gouvernement-cherche-a-maximiser-les-impacts-des-initiatives-portees-par-la-diaspora-pour-le-developpement-socio-economique-du-pays/>

<sup>10</sup> <https://actu.orange.mg/le-gouvernement-cherche-a-maximiser-les-impacts-des-initiatives-portees-par-la-diaspora-pour-le-developpement-socio-economique-du-pays/>

<sup>11</sup> <https://www.migrationpolicy.org/programs/data-hub/global-remittances-guide>

<sup>12</sup> [https://www.theglobaleconomy.com/Madagascar/remittances\\_percent\\_GDP/](https://www.theglobaleconomy.com/Madagascar/remittances_percent_GDP/)

## Points d'impact

- Bien qu'importants pour les ménages et les économies locales, ces flux restent principalement orientés vers la consommation et le soutien familial, plutôt que vers des investissements structurants ou des projets d'infrastructure.
- Le coût des envois demeure élevé, ce qui réduit les montants nets reçus sur le terrain<sup>13</sup>.

En résumé : même si les remittances représentent une source de financement significative pour Madagascar, leur poids économique reste modéré comparé à celui des flux d'aide internationale ou à la capacité réelle d'investissement que pourrait mobiliser une banque de la diaspora ou des instruments de financement dédiés.

## Le verrou du système financier : structure et contrainte

Un autre levier bloquant est la structure même du système financier malgache. L'accès aux services bancaires pour une grande partie de la population est limité, avec un faible taux d'intermédiation financière, des services bancaires peu accessibles en dehors des grandes villes, et une absence relative d'institutions capables de mobiliser efficacement les capitaux privés domestiques et internationaux pour des projets de développement.

Dans ce contexte, l'absence de mécanismes permettant de transformer les flux de la diaspora en investissements structurants n'est pas une simple lacune : c'est un verrou institutionnel qui renforce la dépendance. Sans transformation des remittances en épargne productive, sans institutions financières ou structures d'investissement ad hoc, les transferts restent des flux de consommation plutôt que des leviers de croissance, malgré leur volume significatif<sup>14</sup>.

## La dépendance structurelle vis-à-vis des bailleurs : un héritage sans rupture

Ce qui apparaît de façon frappante, à la lecture des budgets et des pratiques de financement, c'est que **Madagascar n'a pas rompu avec son modèle de dépendance envers les bailleurs**.

Chaque cycle de catastrophe est associé à de nouveaux appels à financement auprès de partenaires multilatéraux (Banque mondiale, ONU, Union européenne, etc.) et bilatéraux, pour des programmes de relèvement. Parmi les montants mobilisés récemment, certains programmes atteignent plusieurs centaines de millions de dollars<sup>15</sup>.

Le financement extérieur n'est pas mauvais en soi, bien au contraire. Mais dans un pays comme Madagascar, il devient problématique lorsqu'il **remplace** plutôt qu'il **complète** les recettes internes de l'État. « L'aide extérieure doit être un supplément, jamais un complément », disait un certain Didier Ratsiraka ! Il devient encore plus problématique lorsqu'il est mobilisé sans stratégie claire de construction de capacités institutionnelles, sans cohérence à long terme, et sans articulation avec des financements internes stables.

---

<sup>13</sup> <https://remittanceprices.worldbank.org/corridor/France/Madagascar>

<sup>14</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/248331468193493657/pdf/Remittance-markets-in-Africa.pdf>

<sup>15</sup> <https://fr.news.yahoo.com/madagascar-apr%C3%A8s-changement-r%C3%A9gime-l-064409059.html>

Il en résulte un **effet pervers** : les bailleurs financent l'État pour des programmes de relèvement, et parfois pour des politiques structurelles, mais ces financements restent ponctuels et fragmentés. Ils ne s'agrègent pas en une vision de développement durable, précisément parce que la logique de financement est dictée par les urgences et les crises.

## Les demandes d'aide publique étrangère : subterfuge ou nécessité ?

Il faut ici poser une question délicate mais essentielle : **les demandes de financement formulées par Antananarivo ne sont-elles pas, au moins en partie, un subterfuge pour financer des projets internes non financés par l'État ?** Parmi ceux-ci, figure en bonne place la fameuse « refondation », concept promu par le gouvernement comme une réinvention de l'État et de ses politiques publiques.

La frontière entre financement de prévention, financement de reconstruction, et financement de programmes de transformation est souvent floue. Dans un contexte de contraintes budgétaires, chaque cyclone, chaque crise devient une occasion de déroger aux règles habituelles de financement public et d'attirer des ressources extérieures. L'effet est celui d'un **recyclage des besoins nationaux dans une logique de financement d'urgence internationale**, plutôt que d'une allocation directe de ressources budgétaires internes.

Cette dynamique pose une autre question politique lourde : **une partie de l'aide sollicitée et obtenue sert-elle en réalité à financer des projets que l'État devrait financer lui-même ?** Et si oui, cela ne renforce-t-il pas davantage cette dépendance structurelle que nous dénonçons ?

La réponse ne peut pas être affirmative sans preuve granulaire des budgets nationaux. Mais force est de constater que, dans la pratique, ces financements d'urgence deviennent une composante régulière du budget de l'État, et parfois un moyen politique pour contourner les contraintes financières internes.

## Aucune rupture, juste une continuité déguisée

La mécanique est donc simple, et cruelle de logique :

1. Une crise frappe.
2. Le gouvernement déclare l'état d'urgence.
3. Les bailleurs mobilisent des ressources.
4. Une part de ces ressources finance des besoins internes récurrents.
5. Les institutions étatiques ne renforcent pas leurs capacités à prévenir ou absorber la crise suivante.
6. Et l'on recommence.

À la fin, il n'y a **pas de rupture systémique**, seulement une illusion de mouvement.

La prétendue « refondation » n'est pas une transformation du modèle de financement : c'est son recyclage dans un vocabulaire nouveau. Les discours changent, les programmes se renouvellent, mais l'architecture globale de dépendance reste intacte.

## Conclusion : la dépendance comme stratégie par défaut

Madagascar n'est pas un cas unique, mais il incarne de façon presque paradigmatique ce que signifie une **dépendance structurelle prolongée** : un État qui confie en grande partie sa capacité d'action financière à des acteurs externes, une diaspora riche de promesses mais mal canalisée, et des institutions qui naviguent d'urgence en urgence sans vraiment consolider leurs assises.

La diaspora malgache aurait pu être un moteur de développement autonome et durable. Aujourd'hui, elle joue encore trop souvent le rôle de sécurité sociale transfrontalière, plutôt que celui d'acteur de résilience collective et d'investissement structurant.

La question qui reste est politique et stratégique : **Madagascar peut-elle rompre avec cette dépendance cyclique ?** Ou bien continuera-t-elle à reconstruire, financer et planifier dans un schéma qui, pour l'instant, valorise davantage l'urgence que la prévention, et l'aide extérieure plus que la souveraineté financière ?

Ce sont là les véritables enjeux qui se jouent derrière chaque cyclone, chaque appel à partenaire, et chaque discours de refondation.

Rédaction - Diapason

